

# 5) LES AIDES AU FINANCEMENT DES RISQUES FEDER FSE FEAMP FEADER



## FINANCEMENT DES RISQUES

### LES TYPES D'INTERVENTION CONCERNEES

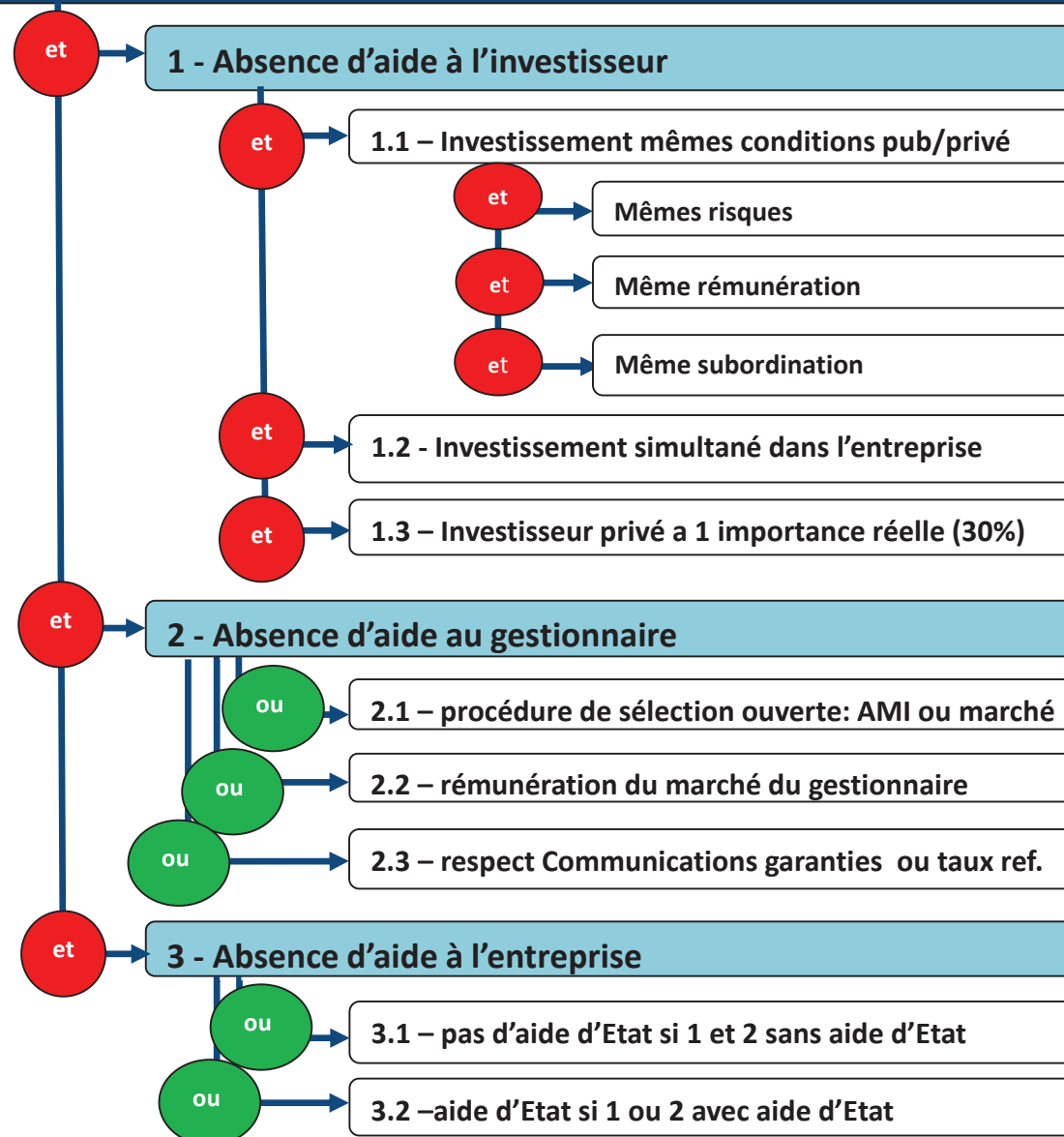
Concerne les interventions publiques qui ne sont pas allouées à fonds perdus

- **Prêts**
  - **Garanties**
  - Interventions en **fonds propres** (capital)
  - Interventions en **quasi fonds propres** (prêts participatifs)
  - **Crédit bail**
- > ou une combinaison entre ces interventions

# FINANCEMENT DES RISQUES (2) – les conditions du marché

*-> Pas d'aide d'Etat si l'intervention publique est aux conditions du marché*

Lignes directrices de la Commission sur le financement des risques – Opérateur en économie de marché



## FINANCEMENT DES RISQUES (3) Conditions du marché des PRETS

### PRÊT AUX CONDITIONS DU MARCHÉ = pas d'AIDE D'ETAT pour la PME

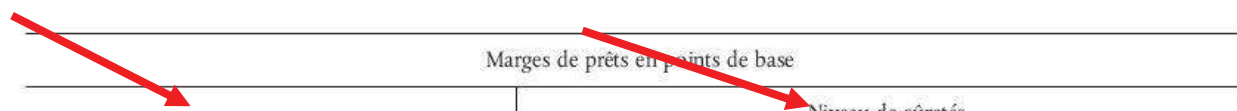
- Communication 19 janvier 2008 sur les taux de référence
- Prêts octroyés aux conditions du marché
- Prêt accordé au Taux de base européen **-0,04%** à partir du 1/5/16

[http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/legislation/reference\\_rates.html](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/reference_rates.html) + **100** pt de base

soit **-0,04% PLUS** une majoration fixé en fonction:

- De la notation bancaire ET du niveau de sûretés apportées par l'entreprise

**TABLEAU  
DES  
MAJORATIONS**



Marges de prêts en points de base			
Catégorie de notation	Niveau de sûretés		
	élevé	normal	bas
solide (AAA-A)	60	75	100
bonne (BBB)	75	100	220
satisfaisante (BB)	100	220	400
faible (B)	220	400	650
mauvaise/difficultés financières (égale ou inférieure à CCC)	400	650	1 000 <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Sous réserve de l'application des dispositions spécifiques aux aides au sauvetage et à la restructuration figurant dans les lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO C 244 du 1.10.2004, p. 2), notamment leur point 25 (a) qui fait mentionne «un taux au moins comparable aux taux observés pour des prêts à des entreprises saines, et notamment au Plan de référence adopté par la Commission». Ainsi, dans le cas des aides au sauvetage, le taux IBOIS 3 1 an majoré d'au moins 100 points de base sera appliqué.

## FINANCEMENT DES RISQUES (4) – Conditions du marché Garanties

### Communication de février 2008 sur les garanties

#### **GARANTIES publique SANS ELEMENT D'AIDE d'Etat**

*Dans les conditions des communications du 20 juin 2008 et 25 février 2009*

*Le cas des GARANTIES BPI*

#### **Garanties octroyées aux conditions du marché**

*Le garant agit en « investisseur avisé en économie de marché »*

**L'entreprise paye une Prime de garantie – aux conditions du marché**

**PRIME** est fonction de la notation et des suretés de l'entreprise

Garanties aux **entreprises sans difficultés financières (au sens LDSR)**

Garantie **affectée** à une opération précise (Ex. investissement)

Garantie **limitée dans le temps**

**Montant garanti limité**

**80% du prêt couvert – au maximum**

**Evaluation du risque** – les primes doivent couvrir le risque, les coûts administratifs et la rémunération du capital

**le régime de garantie doit s'autofinancer avec les primes**

# Tableau des primes de garantie à payer pour éviter l'élément d'aide d'Etat

(com. 20 juin 2008)

Qualité du crédit	Standard & Poor's.	Fitch	Moody's	Prime «refuge» annuelle
Qualité la plus élevée	AAA	AAA	Aaa	0,4 %
Très bonne capacité de paiement	AA +	AA +	Aa 1	0,4 %
	AA	AA	Aa 2	
	AA –	AA –	Aa 3	
Bonne capacité de paiement	A +	A +	A 1	0,55 %
	A	A	A 2	
	A –	A –	A 3	
Capacité de paiement adéquate	BBB +	BBB +	Baa 1	0,8 %
	BBB	BBB	Baa 2	
	BBB –	BBB –	Baa 3	
La capacité de paiement est vulnérable aux conditions défavorables	BB +	BB +	Ba 1	2,0 %
	BB	BB	Ba 2	
	BB –	BB –	Ba 3	
La capacité de paiement risque d'être entravée par des conditions défavorables	B +	B +	B 1	3,8 %
	B	B	B 2	6,3 %
	B –	B –	B 3	
La capacité de paiement est tributaire du maintien de conditions favorables	CCC +	CCC +	Caa 1	La prime «refuge» annuelle n'est pas d'application
	CCC	CCC	Caa 2	
	CCC –	CCC –	Caa 3	
	CC	CC C		
En défaillance ou proche de la défaillance	SD	DDD	Ca	La prime «refuge» annuelle n'est pas d'application
	D	DD	C	
		D		

## FINANCEMENT DES RISQUES (6)

### Le régime cadre exempté SA.40390 - Mesure 1 financement des risques

Capital investissement, garanties, prêts, aides fiscales

- Intervention publique dans les intermédiaires financiers ou les investisseurs
  - FONDS PROPRES, quasi fonds propres,
  - DOTATIONS FINANCIERES (remb.) Pas de SUBVENTION
  - PRETS destinés à fournir directement ou indirectement des fonds aux investissements dans les PME -
  - GARANTIES couvrant les pertes liées au financement
- Intervention du fonds dans les Entreprises:
  - FONDS PROPRES, quasi fonds propres,
  - PRETS
  - GARANTIES
  - COMBINAISON DE CES 3 FORMES

## FINANCEMENT DES RISQUES (7) – Avec aide d'Etat

- Les PME ne sont pas cotées en bourse **et** soit:
  - N'Exercent pas encore leur activité sur marché **ou**
  - Exercent sur 1 marché depuis moins de **7 ans ou**
  - Ont un **besoin de financement** pour se lancer sur 1 nouveau marché de produit, de **50% de leur CA** moyen (sur 3 ans)
- Investissements PME à d'autre stades possibles sous le RGT de minimis et les mesures devront être financées à **60%** par le privé
- Investissements de suivi possible après **7 ans** **SI**:
  - Le montant total d'investissement n'est pas dépassé
  - Les investissements de suivi sont prévus dans le plan d'entreprise initial
  - L'entreprise ne s'est pas liée avec une autre (sauf SCR)
- Part de capital consacrée à la gestion limitée à 30%
- **15 M€** de financement maximum par entreprise
  - montant de capital investi, montant des prêts, ou montant des prêts faisant l'objet de la garantie



## FINANCEMENT DES RISQUES (8) – Avec aide d'Etat

- **Les FONDS DE PRÊT et de CAPITAL** doivent mobiliser des **fonds privés** à hauteur:
  - **10%** pour PME avant le début de leur commercialisation
  - **40%** pour PME pendant moins de 7 ans
  - **60%** pour PME besoin de financement > 50% CA pour intégrer nouveau marché
  - Si la **Mesure couvre les 3 cibles**: **40%** ou une moyenne des trois %
- **Intermédiaires financiers sélectionnés par procédure ouverte transparente et non discriminatoire** (conformément règles nationales et UE)
  - Limitation à **25%** de la **première perte** pour l'investisseur Public
  - **Taux de garantie aux intermédiaires** limitée à **80%** et **pertes** de l'investisseur Public plafonnées à **25%** du portefeuille
- **Les Décisions d'investissement** sont motivées par la **recherche de profit** :
  - **Processus de diligence** prévu pour garantir stratégie d'investissement commercialement saine
  - **Diversification des risques** pour parvenir à la viabilité économique
  - Investissements dans les PME **sur la base de plans** d'entreprises viables
  - **Stratégie de désengagement** en capital claire et réaliste
- **Les Intermédiaires** financiers gèrent dans une **optique commerciale**:
  - Ils sont Tenus **d'agir avec diligence** – en professionnel de bonne foi
  - **Les Rémunérations doivent être conformes aux pratiques de marché**
  - **Les Rémunérations sont liées aux résultats** **ou** l'intermédiaire financier **co-investit** également
  - **Stratégie d'investissement**, critères, calendrier d'investissement
  - Investisseurs peuvent participer aux organes gouvernance

## FINANCEMENT DES RISQUES (9) – Avec aide d'Etat

- Conditions propres aux MESURES de PRETS ou GARANTIES:
- L'intermédiaire fait des interventions qui n'auraient pas eu lieu ou pas dans lieu dans les mêmes conditions
- L'intermédiaire peut démontrer que l'essentiel de l' aide est répercutée sur les PME cibles par:
  - Des volumes d'intervention plus importants,
  - Des portefeuilles plus risqués,
  - Des exigences de sûretés moindres,
  - Des primes de garantie plus faibles,
  - Des taux réduits
- L'Etat peut confier la mesure à une entité mandaté (ex: BEI, FEI, BEI) -> pas de mise en concurrence obligatoire

# FINANCEMENT DES RISQUES (10) – Avec aide d'Etat

## Le régime cadre exempté SA.40390 - Mesure 2 - Aides aux Jeunes Pousses

- **PE** non cotées de moins de 5 ans non issues d'une concentration, sans distribution de bénéfices

TYPE D'AIDE	PETITE ENTREPRISE NORMALE			PETITE ENTREPRISE INNOVANTE		
	HORS AFR	ZONE AFR C	ZONE AFR A	HORS AFR	ZONE AFR C	ZONE AFR A
PRETS DE 10 ANS	1 M€	1,5 M€	2 M€	2 M€	3 M€	4 M€
PRETS < 10 > à 5 ANS*	de 1 à 2 M€	1,5 à 3 M€	de 2 à 4 M€	2 à 4 M€	3 à 6 M€	4 à 8 M€
PRETS DE 5 ANS ET MOINS	2 M€	3 M€	4 M€	4 M€	6 M€	8 M€
GARANTIES DE 10 ANS	1,5 M€	2,25 M€	3 M€	3 M€	4,5 M€	6 M€
GARANTIES < 10 > à 5 ANS*	1,5 à 3 M€	2,25 à 4,5 M€	3 à 6 M€	3 à 6 M€	4,5 à 9 M€	6 à 12 M€
GARANTIES 5 ANS ET MOINS	3 M€	4,5 M€	6 M€	6 M€	9 M€	12 M€
sub ? INTERVENTION CAPITAL						
OU ESB PRÊT	0,4 M€	0,6 M€	0,8 M€	0,8 M€	1,2 M€	1,6 M€
OU ESB GARANTIE	ESB	ESB	ESB	ESB	ESB	ESB

\* *montant de prêts et garanties x ratio : 10 ans/durée prêt ou garantie*

- Garanties plafonnées à 80% des prêts
- **Combinaisons des instruments possibles < montants**
- **Définition de l'Entreprise innovante**: soit qui est certifiée par un expert extérieur comme allant développer des produits ou services nouveaux ou sensiblement améliorés par rapport à l'état de la technique
- **Soit** qui a 10% de dépenses de fonctionnement en R&D sur 1 année depuis 3 ans
- Le régime cadre exempté prévoit **une fiche à remplir** par entreprise aidée

## FINANCEMENT DES RISQUES (11) – Avec aide d'Etat

### Régime cadre SA.40390 – Mesure 3 - plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME

- Le gestionnaire de la plateforme peut être aidé comme une **jeune pousse**
- Plateforme de négociation multilatérale = système multilatéral de négociat°
- **système multilatéral de négociation** : un système multilatéral, exploité par une entreprise d'investissement ou un opérateur de marché, qui assure la rencontre -- en son sein même et selon des règles non discrétionnaires - de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats conformément aux dispositions du titre II;

### régime cadre SA.40390 – Mesure 4 – Aides aux coûts de prospection

Pour les **coûts de prospection** des PME

- **Coûts éligibles**: coûts de premier examen et de contrôle préalable formel effectué par gestionnaires d'intermédiaires financiers ou des investisseurs
- Subvention de **50%** d'aide